

d'Hudson ont été examinés dans le passé, mais ils sont considérés irréalisables du point de vue économique, et cela à partir des données techniques disponibles jusqu'ici.

[Français]

Le 11 mars 1965, le représentant de l'entreprise en question, lors d'une nouvelle comparution devant le comité des mines, des forêts et des eaux, présentait un projet modifié de détournement des eaux du bassin de la baie James vers celui de l'Outaouais ou des Grands lacs, proposition essentiellement identique à la première. A ma connaissance, aucun changement fondamental n'a été apporté au projet du Grand Canal.

[Traduction]

Les moyens d'information ont rapporté que, selon les promoteurs du projet GRAND, leur proposition était à l'étude aux gouvernements du Québec et de l'Ontario. Les porte-parole de ces deux gouvernements ont fait savoir que cela était faux.

Les moyens d'information ont également prétendu que les États-Unis et le Canada étudient ce projet depuis plusieurs mois. Le gouvernement du Canada n'a examiné ni le projet GRAND, ni tout autre projet du même genre. A ma connaissance, aucun gouvernement provincial ne s'y intéresse non plus.

On avait également rapporté qu'un programme de ce genre permettrait la vente d'eau aux États-Unis sans l'autorisation fédérale. Je réaffirme avec insistance qu'il est interdit de vendre de l'eau aux États-Unis sans l'autorisation du gouvernement du Canada. Le gouvernement ne songe aucunement à autoriser de telles transactions.

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, nous applaudissons à la déclaration claire et précise qu'enfin le ministre a faite sur les projets qu'on a à propos des eaux du Nord canadien. Qu'on dispose avec insouciance de nos ressources énergétiques et particulièrement de nos ressources hydriques, qui sont le symbole de l'avenir du pays, voilà un point sur lequel les Canadiens ne sont certes pas prêts de céder.

J'ai eu la bonne fortune de faire partie du comité permanent qui a étudié le projet du canal GRAND en 1961 et en 1965. Dans les deux cas, l'examen a été très superficiel et on a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment de

[L'hon. M. Greene.]

preuves ni de données techniques pour en venir à une décision quelconque.

Les Canadiens se sont surtout inquiétés de l'enthousiasme que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene), à son retour d'un entretien avec le secrétaire Hickel des États-Unis, a manifesté à l'égard d'un arrangement d'échange de ressources. Les députés craignaient que l'arrangement ne comprenne nos ressources en eau et bien d'autres auxquelles nous tenons. Aujourd'hui, le ministre a clairement indiqué qu'en ce qui le concerne, il n'en est rien. Cela m'est bien égal qu'il rétracte ou confirme sa première déclaration. Nous avons aujourd'hui les précisions qui nous manquaient alors.

Je le sais, les députés sont fermement convaincus que les ressources en eau du Canada ne doivent pas être incluses dans un échange énergétique, sans qu'on étudie la question beaucoup plus sérieusement et longuement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Toutefois, monsieur l'Orateur, nous nous inquiétons encore de la politique continentale que le gouvernement a adoptée à l'égard de nos ressources. Nous sommes encore inquiets que le gouvernement accepte tout bonnement, semble-t-il, l'idée des commerçants américains que nous devrions échanger certaines ressources pour certaines autres. Nous nous inquiétons qu'on se montre si peu ferme au sujet de notre souveraineté sur le Nord et de nos ressources septentrionales. Nous déplorons l'absence de déclarations fermes sur beaucoup de problèmes relatifs à nos ressources qui surgissent depuis quelques mois.

● (2.30 p.m.)

En conclusion, je dirai seulement que, tout compte fait, dans la mesure où le ministre a pu le définir, l'un de nos problèmes a été éclairci. Il a clairement indiqué que les travaux qui se poursuivent dans le Nord de l'Ontario et du Québec n'ont absolument rien à voir avec le projet du canal Grand ou tout autre projet visant à la vente de nos eaux ou à leur détournement vers le marché des États-Unis. Nous sommes satisfaits de cette déclaration. Nous espérons que le ministre de même que le gouvernement continueront de nous informer, afin d'assurer la Chambre qu'ils tiennent vraiment à protéger l'héritage national du Canada.